

Sahel. “Vives tensions” et affrontements armés au Mali : retour à la case départ ?

mercredi 13 septembre 2023, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 12 septembre 2023).

Les accrochages entre forces armées nationales et ex-rebelles touaregs, sur fond de désengagement des Casques bleus de la Minusma, mettent sérieusement à mal l'accord de paix signé en 2015.

Les tensions s'intensifient dans le nord du Mali, pris en étau entre les violences des groupes djihadistes et la recrudescence des hostilités entre des mouvements d'anciens rebelles touaregs et l'État.

D'une part, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à [l'organisation terroriste islamiste Al-Qaida](#), a multiplié les violences ces derniers jours. Il a ainsi revendiqué les tirs d'obus contre l'aéroport de Tombouctou le 11 septembre, [narre le journal gouvernemental malien L'Essor](#). Mais aussi les attaques, en fin de semaine dernière, [d'un camp militaire de Gao](#) et d'un bateau transportant des centaines de passagers et censé approvisionner Tombouctou, sous blocus des djihadistes depuis le 8 août, [résume Journal du Mali](#).

Au moins 64 personnes ont péri lors de ces deux incidents, selon un bilan officiel provisoire.

“Escalade”

D'autre part, les anciens rebelles de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), signataire en 2015 des accords d'Alger avec le gouvernement malien déchu, ont déclaré dans un communiqué avoir abattu un avion de l'armée malienne le 9 septembre. *“Le chef d'état-major de l'armée de l'air a démenti, évoquant plutôt un problème technique qui a conduit au crash de l'aéronef”*, [écrit Journal du Mali](#), dans un article qui relate chronologiquement l'“escalade” entre la CMA et les autorités maliennes de transition, depuis le [premier coup d'État, en août 2020](#).

“Vives tensions entre Bamako et les mouvements de l'Azawad : retour à la case départ au Mali ?” [titre de son côté El-Watan](#). Le journal algérien se fait l'écho d'une autre déclaration, ce 10 septembre, du CSP-PSD, qui fédère la plupart des mouvements armés du nord du Mali (dont le CMA). Ce dernier *“décide d'adopter toutes les mesures de légitime défense contre les forces maliennes, qu'il accuse d'avoir pris d'assaut des positions de la mission de l'ONU”*, rapporte le quotidien algérien.

“Vide sécuritaire”

Le retrait des Casques bleus de la Mission multidimensionnelle intégrée de l'ONU pour la stabilisation au Mali (Minusma) – à la demande des autorités de transition maliennes – [avait déjà conduit à des accrochages à Ber, à une soixantaine de kilomètres de Tombouctou, au mois d'août](#), alors que l'État s'apprêtait à reprendre en main une des bases administrées par cette force de paix.

Or, le CSP-PSD affirme n'avoir *“à aucun moment demandé à la Minusma la rétrocession des*

emprises installées sur des zones qu'elle contrôlait au moment de son déploiement, mais de se retirer tout simplement, à défaut de conclure un compromis entre les parties signataires [de l'accord d'Alger]", cite encore El-Watan.

D'autres bases de la Minusma sont censées se vider ces prochaines semaines dans le nord du Mali, faisant peser le risque de nouvelles hostilités entre les forces maliennes et les groupes armés. *"Les représentants des mouvements politico-militaires du Nord malien désignent le pouvoir de Bamako comme 'seul responsable des conséquences graves qu'engendrera sa stratégie actuelle'", ajoute El-Watan, selon qui le retrait de la Minusma a laissé un "vide sécuritaire" dans la zone.*

Le 8 septembre, le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop, a affirmé la *"centralité"* de l'accord d'Alger, lors d'une rencontre avec l'ambassadeur d'Algérie à Bamako. Reste à savoir, questionne *El-Watan*, si les autorités maliennes vont tenir cet engagement.

Courrier International

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/sahel-vives-tensions-et-affrontements-armes-au-mali-re-tour-a-la-case-depart>